

L'Église orthodoxe et des conflits : le cas de l'espace de l'ancienne Yougoslavie*

Comme le thème de cette table ronde est « l'Église orthodoxe et les conflits » et étant moi-même originaire de l'ancien espace yougoslave, je m'attacherai particulièrement à l'exemple des conflits auxquels l'Église orthodoxe, en l'occurrence serbe, s'est trouvée confrontée.

Avec les conflits yougoslaves qui ont abouti à la disparition de la Yougoslavie, le processus d'affirmation des Nations-Etats, entamé au XIXe a fait sa réapparition avec toute sa brutalité et sa force sur la scène internationale. À notre avis, ces conflits, comme ceux du XIXe siècle, ne sont pas de nature religieuse, et dans mon court exposé, je vais essayer de donner des explications pourquoi nous ne pouvons pas parler de conflits religieux. L'Eglise orthodoxe, de par sa présence dans la société serbe a dû se positionner dans son rapport envers l'Etat et la Nation. Son positionnement a également conditionné son rapport envers ses conflits internes. Mais avant d'en parler, permettez-moi de commencer par vous rappeler certains faits historiques dont la connaissance est indispensable pour la bonne compréhension de la situation d'aujourd'hui en ce qui concerne le rapport de l'Eglise orthodoxe et les conflits.

Avec la disparition de l'Empire ottoman et sur ses ruines dans les Balkans, de jeunes Etats-Nations verront jour dans lesquels l'Église sera conçue et vue comme un corps de l'État parmi les autres et comme l'affirmation de la nation en émergence.

* Cet article fut coécrit avec Bosko Bojovic professeur associé à l'école des hautes études en sciences sociales

Ce phylétisme ambiant, condamné comme hérésie en 1872, poussera presque toutes les Églises orthodoxes des Balkans, du XIXe et XXe siècle, à passer, pendant un certain temps, par le schisme afin d'obtenir l'autocéphalie : l'Église grecque pendant 17 ans (1833-1850), l'Église roumaine pendant 21 ans (1864-1885), l'Église bulgare pendant 72 ans (1872-1948), l'Église albanaise pendant 15 ans (1922-1937). La seule Église qui ne soit pas passée par le schisme est l'Église serbe. Pourtant, celle-ci n'a pas été moins attachée à l'État que les autres Églises sœurs des Balkans. Ainsi en 1809 c'est l'Assemblée nationale serbe qui élit l'archimandrite Méletios Stefanovic comme métropolitain de Belgrade. En 1856, avec l'avènement de la dynastie des Obrenovitch, le Parlement destitua le métropolitain de Belgrad Mgr Petar Jovanovic, allié de la dynastie de Karadjogrjevich. En 1881, le roi Milan Obrenovich, sur la proposition de Stojan Novakovic, ministre de l'éducation et des affaires ecclésiastiques, destitua l'archevêque de Belgrade Mihailo.

Avec la création en 1918 du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, plus tard devenu la Yougoslavie, la situation n'a pas changé. En 1922, l'Église serbe obtient le statut de patriarcat en restaurant le patriarcat de Pec, et son primat retrouve le titre de patriarche. Le 28 septembre 1920, le Saint Synode de l'Église serbe élit le métropolitain de Belgrade Dimitrij Pavlovic comme patriarche serbe, mais le gouvernement du Royaume, n'accepte pas l'élection et en octobre de la même année promulgue un « Règlement de l'élection du premier patriarche de l'Église orthodoxe serbe réunie ». Celui-ci permet l'ingérence directe de l'État par la nomination des fonctionnaires d'état, membres d'un Conseil électoral, lequel avait à choisir parmi les trois candidats proposés par l'Assemblée des évêques. Ainsi, le deuxième patriarche Varnava Rosic

(1930-1937) et le troisième patriarche Gavrilo Dozic (1938-1950) ont-ils été élus avec l'ingérence de l'Etat. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui fera 800 000 morts, l'Église subit le destin du peuple serbe. C'est une Église martyre, victime de la barbarie des Oustachis, des nazis et des partisans communistes de Tito. À la fin de la guerre, on comptera 9 évêques et 544 prêtres assassinés. Les communistes vont mettre en place un système pour contrôler l'Église. Une association yougoslave des prêtres sera créée, à l'initiative du pouvoir communiste, pour faire contrepoids à l'autorité canonique des évêques. C'est à l'initiative directe de Dobritsa Cosic un écrivain et communiste serbe, que sera élu le patriarche Germain.

Corollaire à la longue agonie de l'Empire ottoman, la création des premiers États-Nations au XIXe siècle s'articule autour de la restauration des droits historiques et des appartenances ethniques et confessionnelles. Les États ethno-confessionnellement plus homogènes eurent moins de difficulté à se constituer, comme ce fut le cas de la Serbie, de la Grèce, de la Roumanie et enfin de la Bulgarie au cours du XIXe siècle[†]. Ceux qui avaient moins d'homogénéité confessionnelle et ethnique ne se formèrent que vers le début du XXe siècle, comme ce fut le cas pour l'Albanie (1912)[‡] et pour la Yougoslavie (1918). Issue d'empires multiethniques et confessionnellement hétérogènes, l'Albanie adopta (en 1967) un athéisme exclusif et militant dans sa

[†] Le slogan lancé à la fin du XIXe siècle : « Béni soit le peuple ayant une seule confession » par un historien nationaliste grec (E. Arnakis, « The role of religion in the development of Balkan nationalism », in Charles et Barbara Jelavich, *The Balkans in transition : Essays on the development of Balkan life and politics since the eighteenth century*, University of California Press, 1963, p. 115), est assez significatif à cet égard.

[‡] C'est ainsi que put avoir lieu la tentative de Naim Fraëri (1846-1900), nationaliste albanais qui entreprit (à la fin du XIXe s.) de faire de l'ordre musulman des Bektaëi (environ 15% de la population de l'Albanie au recensement de 1942), avec son éclectisme religieux, une religion d'Etat en vue de l'indépendance de l'Albanie, voir "Religion and the politics of 'Albanianism'. Naim Frashëri's Bektashi writings", in Stephanie Schwandner-Sievers & Bernd J. Fischer (eds.), *Albanian Identities: Myths, Narratives and Politics*. London 2002, Hurst, p. 60-69; G. Duijzings, *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, Londres 2000, p. 211-243.

période d'isolation communiste[§], alors que la Yougoslavie avait adopté une forme de jacobinisme relativement laïciste dès sa fondation à l'issue de la Première Guerre mondiale. Si l'intégration des populations de cette monarchie constitutionnelle n'a pu présenter une cohésion suffisante dans une Europe gangrenée par les idéologies totalitaires de l'entre-deux-guerres, ce fut en raison de la faiblesse des institutions démocratiques, ainsi qu'en raison du caractère ethnique, traditionnel ou par l'artifice sud-slave, au détriment d'un contrat social et d'un État citoyen. Constat encore plus largement applicable à la Yougoslavie fédérale et communiste, mais aussi pour une bonne part aux États qui en sont issus aussi, bien qu'avec des nuances plus ou moins importantes et à des degrés différents. Alors que dans la plupart des États européens le taux de cohésion nationale est supérieur à 90%, celui de l'État Yougoslave, selon le recensement en 1981, était le plus bas : inférieur à 50%. Ainsi, les Serbes étaient représentatifs à 36,3%, les Croates à 19,7%, les Musulmans à 8,9%, les Slovènes à 7,8%, les Macédoniens à 5,9%, les Monténégrins à 2,5%. Ainsi le nombre de personnes qui se déclaraient « Yougoslave » était de 5,4%**.

L'Église serbe lie également son destin à l'État serbe vu comme État-Nation. Elle se voit comme une Église nationale, Église des serbes. Cette conscience de soi, comme Eglise-Nation perdura avec la création de la Première Yougoslavie, mais aussi après la Seconde Guerre mondiale. C'est un phénomène propre à toutes les Eglises orthodoxes des Balkans chez qui l'appartenance à la religion définit l'appartenance nationale et vice-versa : l'appartenance nationale définit l'identité religieuse et

[§] Le proverbe albanais dit : « Pas de patrie sans confession » (Pa fe nuk ka atdhe), Q. Qazimi, *Ndikime orientale ne veprën letrare të Naim Frashërit*, Priëtina 1996, p. 161. Voir aussi : B. Fischer, "Albanian nationalism in the twentieth century", in P. F. Sugar, *Eastern European nationalism in the twentieth century*, Washington 1995, p. 21-54.

** Paul GARDE, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Edition: Librairie Arthème Fayard, Paris – 1992, page 195.

confessionnelle. Alors que pour la société occidentale d'aujourd'hui ce qui est important c'est la laïcité qui aboutit à la dérégulation confessionnelle donnant naissance à la notion "Believing, without belonging", dans les Balkans c'est le phénomène inverse : « Belonging without believing » qui est une constante aussi bien pour les Serbes que pour les Macédoniens, les Musulmans, les Albanais et les Monténégrins.

Les statistiques confirment nos affirmations. D'après une enquête réalisée en 1991^{††}, les personnes interrogées sont classées en six catégories : 1) Croyants convaincus : 8,5 % ; 2) Croyants qui n'acceptent pas ce que la foi enseigne : 16,2 % ; 3) Croyants hésitants : 13% ; 4) Indifférents envers la religion : 11,2% ; 5) Incroyants mais qui n'ont rien contre la religion : 47,3% ; 6) Incroyants antireligieux : 3,4%. Néanmoins, penser qu'il s'agit uniquement d'une conséquence des 50 ans de règne du communisme athée serait une erreur ! C'est une situation semblable à celle décrite par l'historien, l'homme politique et le deuxième président de l'Académie royale serbe Cedomolj Mijatovic qui a écrit en 1908 : « Les Serbes de nos jours considèrent l'Église comme une institution politique dont l'existence est liée de manière mystique à celle de la nation. Ils ne permettent à personne de l'attaquer ni de la mettre en cause. Mais, lorsqu'elle n'est pas attaquée, ils la négligent »^{‡‡}. Le religieux devient le synonyme du national. Les nations balkaniques se sont confrontées pour des questions nationales, pour le territoire national.

C'est pourquoi la destruction des temples pendant les guerres récentes en ex-Yougoslavie et aujourd'hui au Kosovo est un acte de destruction symbolique avant

^{††} Vera Vratusa-Zunjic : « Stanje religioznosti i bivsoj Jugoslaviji neposredno pred rat 1991 », dans « Socioloski pregled », Tome XXX, n° 4 (1996), p ; 498

^{‡‡} Chedo Mijatovich, *Servia and the Servians*, Londres 1908, Sir Isaac Pittman and Sons, p. 52

tout : on ne détruit pas les temples en tant qu'objets religieux, mais plutôt en tant que symboles nationaux et ethniques, symboles de présence d'une certaine communauté sur un territoire. La guerre est vécue avant tout comme une question territoriale. Dans cette perception, la guerre gagne de la légitimité, car il est indispensable de défendre sa présence (même au prix de commettre des crimes !), sa survie physique et spirituelle sur la terre des ancêtres. Pour étayer et illustrer cette théorie, nous allons citer un document de l'Église orthodoxe serbe, document datant de 1994, suffisamment caractéristique, suffisamment officiel et suffisamment général. Il s'agit de l'Appel de la Conférence épiscopale de l'Église orthodoxe serbe du 5 juillet 1994 au peuple serbe et à la communauté internationale : « Pleinement responsables devant Dieu et devant notre peuple et toute l'histoire de l'humanité, nous appelons le peuple serbe à défendre ses droits et ses libertés historiques, ses intérêts vitaux nécessaires à sa survie physique et spirituelle sur la terre de leurs ancêtres... en tant qu'ethnie et communauté ecclésiale, profondément ancrées sur les terres martyres de Bosnie et Herzégovine, nous ne pouvons pas convenir ni accepter les décisions de Genève sur le pourcentage et le découpage géographique au prix de se priver de ce qui nous appartient : le monastère Zitomislic sur la Neretva, la cathédrale de Mostar, l'église Sopotnitza sur la Drina, le monastère Krka ou Krupa en Dalmatie, Ozren et Vozutie en Bosnie, Prebilovatz en Hertzégovine, ou le musée du camp de concentration de Jasenovatz en Slavonie »^{§§}. Il s'agit donc d'une guerre de territoire communautaire. Et dans une déclaration datant de 1996, l'Église serbe s'exprime ainsi : « Malgré le démantèlement de la République sociale fédérative de Yougoslavie, définie par la Convention de

^{§§} *Glasnik SPC*, octobre 1994. Cité par Milorad Tomanić, *Srpska crkva u ratu i ratovi u njoj*, Beograd, Krug, 2001, str. 123.

Versailles, la juridiction de l'Église orthodoxe serbe couvre tous les orthodoxes de ce territoire. »^{***}.

Le communautarisme et l'ethnicité qui caractérisent les sociétés sud-est européennes font que les pays de la région ont toujours eu beaucoup de difficultés à mettre en œuvre les processus de modernisation. La conjonction entre communautarismes religieux et ethnique y a engendré des fractures et des frictions identitaires particulièrement difficiles à gérer. Réfractaires à toute évolution vers une société civile et libérale, les nomenclatures communistes ont su surexploiter les archétypes ethnocentriques, particulièrement au cours de la période de déclin de l'idéologie marxiste. La fin des idéologies a, par contre, propulsé sur le devant de la scène le phénomène religieux^{†††}. L'ampleur et l'impétuosité de la résurgence des confessions et des Églises dans les sociétés en transition sont telles qu'il convient de leur accorder la signification d'une « affinité élective » sur le plan politique, voire d'une resocialisation communautaire à l'échelle ethno-confessionnelle. Le crédit dont disposent les autorités religieuses étant inversement proportionnel à celui dont jouissent les politiques post-communistes, on assiste à une idéologisation de la religion ayant pour effet la création d'un consensus social en contrepartie de la déstructuration des institutions héritées de la période communiste.

Les conflits qui ont eu lieu durant la lente, mais sûre disparition de la Yougoslavie titiste ont donc été des conflits nationaux (inter-ethniques), qu'il s'agisse des conflits militaires et politiques, interconfessionnels, ou bien des conflits au sein de la même

^{***} *Glasnik SPC*, juin 1996. *Ibidem*, str. 123.

^{†††} P. Mojzes, *The Yugoslavian inferno : Ethnoreligious warfare in the Balkans*, New York 1995. Les actuelles prétentions de clericalisation du parti SDA (fondé en 1990 par Alija Izetbegović) sont un indice significatif à cet égard, Z. Cirjaković, «Āekajući 'bosanski Hamas'» (Dans l'attente d'un « Hamas bosniaque »), *NIN* n° 2876, du 9 février 2006, p. 48-49.

confession, ce que fut le cas avec les Églises schismatiques de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Monténégro. Dans les deux cas, il ne s'agit pas seulement d'un problème canonique, c'est-à-dire, l'obtention canonique du statut d'autocéphalie, mais aussi d'un problème de définition d'une identité nationale et étatique. Mais, est-ce bien là la mission de l'Église ?

La voie que devrait suivre l'Église serbe, ainsi que toutes les Églises orthodoxes, est celle indiquée par « la conscience » de l'Église serbe du XX^e siècle, le saint père Justin Popovic qui écrivait en 1923 les paroles prophétiques que voici :

« L'Église est éternité divino-humaine, faite chair dans les limites du temps et de l'espace. Elle se trouve dans ce monde, mais elle n'est pas de ce monde (Jn 18. 36). Elle se trouve dans ce monde pour élever ce monde jusqu'en haut, d'où d'ailleurs elle vient elle-même. L'Église est œcuménique, catholique, divino-humaine, éternelle, et c'est donc un blasphème inexcusable contre le Christ et contre le Saint-Esprit que de faire de l'Église une institution nationale et de la rétrécir aux petites vues et aux petites méthodes nationales, limitées et passagères... Le temps s'accomplit, et c'est la douzième heure, où nos représentants ecclésiastiques doivent cesser d'être exclusivement des serviteurs du nationalisme, pour devenir prêtres et grands-prêtres (évêques) de l'Église une, sainte, catholique et apostolique. Le but de l'Église est supranational, œcuménique, pan-humain ; unifier en Christ tous les hommes sans exclusive de nation, de race, ni de classe sociale, - il n'y a ni Juif ni Grec, il n'y a ni esclaves ni hommes libres, il n'y a ni homme ni femme - être un dans le Christ Jésus (Gal. 3. 28), car Christ est tout en tous (Col. 3. 11) »^{†††}

^{†††} Père Justin Popovich: L'homme et le Dieu-homme, éd. L'Âge d'Homme, Lausanne 1989, p. 70-71.